Mercredi 28 juin 1978 No 918

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

NON AU MEETING FASCISTE ! Exigeons son interdiction

Un meeting fasciste est convoqué mardi 27, par le PFN et l'« *Eurodroite* » à Paris avec l'approbation complaisante du gouvernement Giscard-Barre.

Nous ne le tolérons pas et exigeons ainsi que de nombreuses autres organisations, son interdiction. Nous appelons nos militants et nos lecteurs à se rassembler le 27 à 18 h 15, angle Place d'Italie et boulevard de l'Hôpital (du côté opposé à la mairie) pour manifester de la Place d'Italie à Montparnasse.

Editorial

Union européenne occidentale

Qui se range aux côtés des fauteurs de guerre ?

L'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) vient de terminer sa session annuelle à Paris. A son ordre du jour, une très importante question : le renforcement des liens culturels, économiques et militaires des pays européens et de la République populaire de Chine.

Pour les pays européens et la Chine, il s'agit de faire obstacle aux menaces de guerre et aux pressions qu'exercent directement ou indirectement les superpuissances. C'est particulièrement l'URSS, devenue le principal foyer de guerre dans le monde, qui se livre à une vaste offensive en Afrique pour prendre l'Europe en tenailles. Elle cherche également à établir et consolider des bases pour encercler la Chine dont elle a déjà agressé à plusieurs reprises le territoire.

Le renforcement des moyens de défense des pays dont l'indépendance est menacée est très important pour freiner l'accroissement des risques de guerre mondiale et préserver le plus longtemps possible une paix dont de nombreux pays ne jouissent déjà plus dans le monde.

Ainsi, la résolution finale adoptée par l'UEO affirme : *« La résistance totale à toute agression extérieure est l'un des éléments fondamentaux de la pensée politique de la Chine comme de toute l'Europe occidentale »*.

Dans le long débat qui a précédé ce vote, plusieurs délégations de pays européens ont dénoncé vertement les pressions exercées sur eux par l'URSS pour empêcher l'adoption de ce document.

D'autres s'y sont montrés plus sensibles : c'est le cas, manifestement, des délégations du PCF et du PCI qui ont voté contre ce document, comme elles ont voté contre l'amendement favorable aux ventes d'armes européennes à la Chine qu'elles ont contribuées à faire rejeter.

L'Humanité du 22 juin relate sans pudeur l'incroyable argumentation développée par la délégation du PCF pour faire entériner ce mauvais coup. *« Nous sommes inquiets de voir les éléments les plus bellicistes et conservateurs de cette Assemblée préconiser la vente d'armes à la République populaire de Chine. Cette politique des conservateurs à l'égard de la Chine populaire tourne résolument le dos à la paix, à la détente, au règlement pacifique des conflits entre États... Nous voterons donc contre le texte qui nous est proposé car... il pousse le gouvernement de la République populaire de Chine à jouer un rôle interventionniste. Il va à l'encontre de la détente dans le monde. Il constitue un élément de politique agressive »*.

Les vibrantes protestations d'amitié envers le peuple chinois qui accompagnent ce texte hypocrite ne peuvent masquer ce fait brutal : une nouvelle fois, le PCF se montre le propagandiste le plus zélé des thèses de Moscou. Il confond volontairement l'agresseur et l'agressé ; il travaille à la division des pays et des peuples que menacent l'hégémonie et l'expansionnisme russe ; il range ses batteries dans le camp de la superpuissance qui est aujourd'hui la plus dangereuse pour l'avenir de la paix mondiale et favorise ses plans agressifs.

Une telle position doit être démasquée et combattue par tous les travailleurs, y compris les adhérents du PCF qui, comme l'ensemble de notre peuple, aspirent sincèrement à la paix, si lourdement menacée aujourd'hui par l'ours soviétique que le PCF s'obstine à déguiser en agneau.

Une centaine de résidents des foyers Sonacotra traduits en justice

FAIRE ECHEC A STOLERU

Stoléru, le sous-ministre chargé (de la répression) des travailleurs immigrés a décidé de frapper un grand coup La grève des loyers à laquelle participent prés de 25 000 résidents des foyers Sonacotra doit être terminée d'ici octobre 1979 : cela veut-il dire que Stoléru va contraindre la direction Sonacotra à satisfaire enfin les légitimes revendications des résidents ?

Non. La seule réponse que ce gouvernement oppose aux revendications ouvrières c'est la force. De la part de Stoléru, il s'agit d'une nouvelle tentative de répression brutale pour briser la gréve. La cible qu'il désigne lui-même ouvertement, c'est le Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra. Dès la semaine prochaine, prés d'une centaine de résidents choisis dans 17 foyers de la région parisienne sont assignés devant les tribunaux pour non-paiement de sommes qui s'élévent jusqu'à un million au titre d'arriérés.

En cas de refus de paiement (et pour les résidents il n'est pas question de céder), les tribunaux prononceraient l'exclusion des foyers et la saisie des affaires personnelles des résidents.

Pour la suite, Stoléru ne cache pas son intention de recourir aux expulsions. Tous les prétextes seront bons (la participation à une assemblée générale de résidents par exemple) pour expulser au nom du trouble de l'ordre public. Des expulsions par surprise en procédure d'urgence comme celles du printemps 1975.

Voilà la menace qui pèse aujourd'hui sur les résidents des foyers Sonacotra. Voilà ce qui nécessite dès aujourd'hui la mobilisation la plus active et la plus large pour mettre Stoléru en échec. Dans cette affaire, le premier ennemi à vaincre, c'est le silence. Ce silence complice sur lequel compte Stoléru pour acccomplir son mauvais coup dans l'ombre.

Il faut agir et faire agir autour de vous et notamment dans les syndicats dont les directions confédérales restent résolument muettes face à de telles attaques contre les travailleurs immigrés.

Une manifestation de riposte est prévue pour le samedi 8 juillet. Dès à présent, il faut travailler pour en faire un puissant coup d'arrêt à la répression raciste organisée par le pouvoir.

(Notre édition datée de jeudi consacrera plusieurs pages à la lutte des résidents des foyers Sonacotra).

Soutenons les résidents déférés devant les tribunaux

- Argenteuil (4 foyers) : le 5 juillet à 14 h au tribunal de Sannois.
- Foyer de Nanterre : le 11 juillet à 14 h au tribunal de Puteaux.
- Foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte : le 7 juillet à 14 h au tribunal de Saint-Denis.
- Foyer d'Ivry : le 7 juillet à 14 h au tribunal d'Ivry.
- Foyer de Saint-Geneviève des Bois : le 7 juillet à 9 h au tribunal de Longjumeau.
- Foyer d'Élancourt : le 4 juillet.
- Foyer de Montreuil : le 12 juillet à 10 h au tribunal de Montreuil.
- Foyers de Chelles et de Noisiel : le 10 juillet au tribunal de Lagny.
- Foyer d'Ermont : le 13 juillet à 14 h au tribunal de Montmorency.

• Renault-Flins

Les presses toujours paralysées

Jeudi matin, à 5 heures, les policiers qui occupaient l'atelier des presses, pour la deuxième fois, quittaient à nouveau les lieux. En même temps, prenait fin le deuxième lock-out (touchant 9 000 travailleurs).

Les ouvriers des presses décidaient aussitôt la poursuite de leur grève et tôt ce jeudi matin, le travail n'avait pas repris dans leur atelier.

C'est vers 7 heures, qu'une nouvelle fois les « non-grévistes » (en fait essentiellement la maitrise) tentaient de faire refonctionner l'atelier. Les grévistes ont repoussé très fermement cette tentative.

Dans la matinée du jeudi, l'atelier était totalement paralysé : la direction avait encore une fois échoué et l'action engagée il y a maintenant six semaines, continuait.

Ainsi la combativité des travailleurs des presses de Flins et leur détermination à poursuivre jusqu'à satisfaction de leurs revendications (tous P1 et 300 F pour tous) ne s'est pas démentie, au contraire. Les syndicats avaient appelé à des débrayages, mais à des heures différentes, ce qui n'est évidemment guère favorable à l'unité nécessaire de tous les travailleurs, dont les intérêts sont communs face à la direction.

Les «6 heures sur l'Afrique»

«Unissons-nous contre l'agression de l'URSS, ennemi le plus dangereux des peuples africains»

Extraits de la déclaration commune aux «6heures sur l'Afrique»

Comme nous l'avions dit dans notre précédente édition, nous passons ici de larges extraits de l'intervention commune faite aux « 6 heures sur l'Afrique » qui se sont déroulées le 24 juin. Nous publions également un extrait de l'intervention de *L'Humanité rouge*.

signée par

Le Mouvement patriotique antisocial-impérialiste du Zaïre (MOPASIZ).
Les Communistes marxistes-léninistes du Zaïre.
El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien).
L'Association générale des étudiants du Gabon (AGEG).
L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC).
Les patriotes mauritaniens.
Guinéens pour la Démocratie nouvelle (GDN)
L'Humanité rouge.

(...) L'Europe est l'enjeu principal de la rivalité entre les deux superpuissances USA et URSS. C'est pourquoi l'URSS cherche à prendre en tenailles l'Europe. Elle accroit rapidement sa pression militaire dans la Baltique et l'Atlantique Nord, elle sillonne la Méditerranée où sa flotte de guerre a désormais dépassé en tonnage et en capacité d'intervention la 6e flotte américaine ; elle cherche à contrôler l'Atlantique-Sud, à partir de l'Angola notamment.

Dans le cadre de cette stratégie globale, les guerres attisées ou allumées par l'URSS en Afrique sont des guerres locales qui préparent une troisième guerre mondiale. (...)

(...) Ces trois dernières années, l'URSS est passée à l'offensive dans toute l'Afrique. Alors que les autres pays impérialistes sont contraints à la défensive par la lutte des peuples et des pays africains, l'URSS conquiert d'année en année des néo-colonies. (...)

(...) Les derniers événements du Shaba ont une grande portée. Ils montrent comment les pays africains peuvent s'unir victorieusement contre l'hégémonisme. Et l'aide conjointe apportée au Zaïre par de nombreux pays d'Afrique renforce l'unité de tous les peuples et pays de ce continent.

Ces événements montrent aussi comment les pays européens peuvent aider des pays africains à faire échec aux plans soviétiques. Ils y sont contraints d'une part par la lutte que mènent contre eux les peuples et pays africains pour leur imposer un nouvel ordre économique international ; et surtout par les menaces que fait peser sur l'Europe le social-impérialisme soviétique.

Bien entendu, si un pays impérialiste comme la France aide militairement le Zaïre, c'est aussi pour préserver et si possible accroitre ses intérêts dans la région.

Mais il n'en reste pas moins que l'intervention française est positive, et c'est là son aspect principal : elle renforce le Front uni mondial contre l'hégémonisme.

La propagande soviétique s'empare de certains faits secondaires, elle les souligne avec complaisance. Elle mène grand tapage contre l'impérialisme français et les prétendus réactionnaires africains, afin de faire passer les troupes soviéto-cubaines pour des colombes libératrices.

C'est pourquoi, dès le début de son offensive, l'URSS a lancé dans le monde entier une campagne de propagande contre la politique africaine de la France. Le PCF appuie cette politique expansionniste de l'URSS en Afrique.

En fait, tout ce tapage contre la prétendue réaction a pour but, d'une part de diviser les pays africains, d'autre part de diviser les pays du tiers monde et les pays du second monde, afin de briser le front uni antihégémonique qui s'élargit de jour en jour contre les deux superpuissances.

Malgré tout cela, la tactique de l'URSS est de plus en plus démasquée dans toute l'Afrique. (...)

(...) Ils connaitront la même fin que les autres colonialistes. Car les pays et peuples africains, dans leur lutte pour la conquête et la défense de l'indépendance, la liberté par la révolution nationale démocratique, dérangent les plans de guerre des deux superpuissances, et retardent l'éclatement d'un conflit mondial.

C'est à eux en définitive que revient de réaliser ce juste mot d'ordre : « L'Afrique aux Africains ». Ils sont la force décisive de cette grande lutte anti-impérialiste.

Soldats russes et cubains hors d'Afrique !

Vive la lutte des pays et peuples africains contre l'hégémonisme des deux superpuissances, l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme et le racisme.

Paix et solidarité entre pays africains, guerre à l'impérialisme et au social-impérialisme !

Vive l'unité des peuples et des pays d'Afrique et d'Europe contre l'hégémonisme !

Renforçons le front uni mondial antihégémonique !

Mercenaires cubains en Angola.

Extrait de l'intervention de l'Humanité rouge

C'est dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale, que le continent africain –et pour le moins certains points chauds – est devenu l'objet de tant de convoitises.

C'est bien grâce à leurs luttes que la plupart des pays et peuples d'Afrique ont réussi à se libérer du colonialisme et à conquérir leur indépendance. Bien entendu, cette lutte n'est pas encore achevée, les vestiges du passé pèsent encore lourdement. Mais surtout, et c'est là l'aspect principal, l'apparition du social-impérialisme russe, son agressivité effrénée, sa volonté de domination de type hitlérien en font l'ennemi le plus dangereux, la plus grande menace pour les pays et peuples africains ainsi que pour les pays et peuples d'Europe...

... L'impérialisme français veut maintenir à tout prix sa domination coloniale dans l'Ile de la Réunion, il continue d'occuper militairement l'Ile de Mayotte alors que celle-ci fait partie intégrante des Comores, de même qu'il a fomenté un coup d'État dans ces dernières. Ceci pour s'en tenir uniquement à l'Afrique.

Sur ces questions, notre position ne varie pas, nous sommes aux côtés de tous les peuples encore colonisés et avec eux, nous exigeons : *Indépendance totale, immédiate et sans condition de toutes les colonies françaises !*

De même pour préserver à tout prix ses intérêts impérialistes, le gouvernement français n'a pas hésité à procéder récemment à des bombardements au napalm contre la population saharouie et surtout à se lancer dans une nouvelle aventure militaire et à un véritable massacre au Tchad...

Le premier ministre turc à Moscou

Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, vient d'effectuer une visite à Moscou. A cette occasion, de nouveaux accords ont été signés entre les deux pays, notamment un « document politique » et des accords économiques:. Ils représentent de dangereuses concessions de Ecevit au Kremlin.

Le document politique reprend entièrement la propagande soviétique sur la « *détente* », la « *non-ingérence dans les affaires intérieures* », et autres principes dont on sait le cas que fait l'URSS, notamment en Afrique.

Les accords économiques portent sur le triplement des échanges et permettent à l'URSS de mettre un pied de plus dans l'économie turque. Par exemple, l'URSS prévoit d'approvisionner la Turquie en pétrole, et veut, dans le même temps, participer à l'extraction du pétrole turc ; manière de contrôler un peu plus l'approvisionnement énergétique de la Turquie.

Certes, toutes les exigences du Kremlin n'ont pas été satisfaites. Il faut dire qu'elles étaient un peu grosses : Brejnev réclamait notamment la garantie du libre-passage de ses porte-avions géants par les détroits turcs – alors que ceci est entièrement contraire aux accords de Montreux (jusqu'à présent toutefois, la Turquie n'a élevé aucune protestation contre le passage de la flotte militaire russe par ses détroits).

UNE DIPLOMATIE INCONSÉQUENTE

Ces nouveaux accords montrent le caractère tout à fait hétéroclite et inconséquent quant à la défense de l'indépendance nationale, du gouvernement Ecevit, constitué en janvier dernier.

Certes, Ecevit s'est appliqué à nouer des contacts avec la Grèce, dans le but de contribuer à résoudre les conflits chypriote et égéen. Il doit d'ailleurs rencontrer une nouvelle fois le Premier ministre grec, Caramanlis, début juillet, ce qui est très positif.

Ecevit a aussi mené une politique d'ouverture très large qui revêt un double aspect : chercher à sortir la Turquie de son isolement en nouant des liens avec des pays du second monde (RFA, Autriche) et aussi avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Chine ; mais aussi quêter d'importants crédits pour soutenir l'économie turque en difficulté. Il s'est également ouvert aux contacts avec des pays de l'Est dominés par Moscou (Bulgarie) et avec l'URSS elle-même comme en témoigne son récent voyage.

Vis-à-vis des USA, il a maintenu son exigence qu'ils lèvent sans condition leur embargo sur les armes destinées à la Turquie.

Mais sa politique inconséquente conduit le gouvernement Ecevit à chercher à s'appuyer sur les deux superpuissances pour résoudre les difficultés économiques de son pays. Cela ne sert pas la cause de l'indépendance de la Turquie.

PRIX 3 F

CETTE BROCHURE EST TOUJOURS DISPONIBLE

Passez vos commandes à APN-Éditions
BP 279
75866 Paris
Cedex 18

Contradictions et luttes de fraction au PS

Mauroy contre Mitterrand. Defferre avec Mitterrand face à Mauroy. Mauroy, Defferre et Mitterrand contre Rocard. Le CERES face à Mitterrand et contre Rocard lui aussi. Trois mois après les élections législatives, les querelles de clans sont plus fortes que jamais au sein du Parti socialiste. Mais ces querelles de clans recouvrent des contradictions politiques.

Deux événements sont venus mettre en valeur les contradictions qui traversent le PS, comme les deux autres partis de gauche, le PCF et les radicaux (MRG).

LE RECUL DE MAUROY

Pierre Mauroy, le chef de la puissante fédération du Nord, avait jugé le moment opportun de proposer une réforme des statuts du PS, en vue, disait-il, d'assurer plus de démocratie au sein de son parti.

Ce faisant, il s'opposait de fait à Mitterrand, parfois accusé de « culte de la personnalité » et de méthodes de direction plus personnelles que collégiales.

Cette attaque n'a pas plu au tout-puissant secrétaire de la plus grosse fédération du PS, (les Bouches-duRhône) Defferre. Il a signifié à son compère Mauroy qu'il ne cautionnerait en aucun cas une attaque contre Mitterrand. Mauroy a rangé son projet ... à contrecœur.

Defferre a été d'autant plus ferme que depuis le 19 mars, un des secrétaires du PS prend le plus en plus de place aussi bien dans le parti que sur les ondes et dans les colonnes des journaux : Rocard.

Ce que Defferre a voulu reconstruire c'est l'unité qui avait permis à Mitterrand de gagner le congrès de constitution du PS, à Épinay : le bloc Mitterrand et les deux grosses fédérations du Nord et des Bouches-du-Rhône (Mauroy et Defferre). « Gastounet » a donc battu le rappel des vieux notables de la SFIO autour du premier secrétaire.

LES DIVISIONS DU CERES

Mais pour refaire l'unité du congrès d'Épinay, il aurait fallu aussi bénéficier du soutien du CERES, minorité organisée du PS. Or, ce n'est toujours pas le cas. Réuni pour la douzième fois en colloque, ce week-end, le CERES a lui aussi critiqué la « ligne Rocard » et dénoncé l'activité de l'ancien secrétaire du PSU.

Toutefois, bien des membres du CERES ont considéré que leur fraction attachait trop d'importance au « cas Rocard ». Le CERES est lui aussi, comme l'ensemble du Parti socialiste, à la recherche d'une ligne politique tactique en cette période post-électorale.

Le CERES a toujours été l'un des plus fermes artisans de l'Union de la Gauche. C'est sur ces bases qu'il avait fait l'unité avec Mitterrand lors du congrès d'Épinay. Et c'est sur cette ligne que Mauroy et Defferre avaient apporté leur soutien à Mitterrand.

Rocard, l'homme dans le PS qui représente le plus la ligne de conciliation avec le pouvoir giscardien.

Or, aujourd'hui le PS se trouve divisé sur la tactique à suivre. D'une part, l'alliance avec le PCF lui a permis de grossir, de devenir un parti nombreux et influent. D'autre part, cette alliance n'a pas permis aux notables et jeunes technocrates du parti de Mitterrand d'accéder aux postes de commande de l'État capitaliste.

Les deux lignes

Deux lignes s'affrontent au sein du parti social-démocrate de Mitterrand. Il y a ceux, tel le CERES, qui voudraient refaire l'Union de la gauche. Mais pas à n'importe quel prix. En assurant un poids plus important encore à leur parti dans l'Union.

Leur projet est de réformer le capitalisme par certaines modernisations pour le rendre plus adapté aux besoins d'une économie capitaliste avancée. Ce sont de jeunes technocrates, gérants du capitalisme aujourd'hui déjà, puisqu'ils occupent souvent des postes d'organisation du travail, parfois dans des secteurs capitalistes d'État.

L'Union de la gauche serait pour eux la possibilité d'accéder au pouvoir dans l'organisation du travail. Ce projet les rapproche des responsables du PCF.

Les vieux notables comme Mitterrand, Mauroy ou Defferre se retrouvent aujourd'hui assez proches d'eux sur un point : barrer la route à la « ligne Rocard ». Pourtant, ces vieux politiciens de la 4e République et de la SFIO se heurtent bien des fois aux jeunes loups du CERES.

L'autre ligne est représentée par Rocard. Déjà, quand il était secrétaire national du PSU, Rocard émettait des réserves par rapport au Programme commun et l'alliance avec le PCF. Il fut toujours à ce titre une cible de Marchais et de ses amis.

Aujourd'hui, Rocard se trouve en position de force du fait que l'alliance avec le PCF a laissé bien des rancœurs chez les militants et cadres du PS. Rocard est certainement l'homme qui, dans le PS, représente le plus la ligne de conciliation avec le pouvoir giscardien et sa politique d'ouverture.

Il représente aussi toute une couche de technocrates. Mais qui, eux, sont prêts à peu de frais à gouverner la France telle qu'elle est aujourd'hui, après une très légère mise à jour.

Des contradictions politiques qui ne portent pas bien loin, comme on peut s'en douter. Souvent les querelles de personnes et l'organisation en tendances et fractions les accentuent. Mais sur le fond, le rêve de tout responsable national ou chef de tendance socialiste, c'est bien de gérer une France capitaliste... modernisée.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

L'UNITE EUROPEENNE DOIT S'EDIFIER CONTRE LES SUPERPUISSANCES

C'est en 1951 qu'était signé, à Rome, le premier traité réussant, dans un cadre européen, les relations économiques et politiques privilégiées entre des pays qui n'étaient pas encore, à l'époque, ceux du Marché commun.

Venant quatre ans seulement après le fameux « Plan Marshall » qui consacrait, avec l'« aide » , la prédominance des USA sur l'Europe, ce traité de Rome préfigurait déjà, à l'époque, l'idée que seule, l'unité des pays européens leur permettrait de faire face aux tentatives d'asservissement de la part du super impérialisme qu'étaient alors les USA.

Aujourd'hui, 27 ans plus tard, la situation a bien chargé. Au niveau européen tout d'abord.

Reconstruite, son potentiel industriel remis sur pieds, l'Europe est aujourd'hui une puissance démographique et économique d'importance. L'union a, parfois difficilement, poursuivi son chemin et de six pays, elle est passée à 9 et est sur le point d'être élargie à 12 pays. Dans un an, auront lieu les premières élections à «l'Assemblée européenne ». Cette assemblée, même si ses pouvoirs sont encore aujourd'hui l'objet de polémiques, n'en marquera pas moins une nouvelle étape de la construction européenne.

Au niveau international, également, la situation a beaucoup changé. D'une part, l'envergure du tiers monde en force constituée à la tête de la lutte mondiale contre l'impérialisme, d'autre part, l'apparition d'un nouvel impérialisme, de taille à concurrencer dans tous les domaines l'impérialisme américain ont profondément bouleversé les anciens modèles de la lutte pour l'indépendance et le socialisme dans tous les pays.

Ayant perdu la quasi-totalité de leurs colonies, acculé tant au niveau économique qu'énergétique, à composer avec le tiers monde, l'impérialisme européen en est réduit aujourd'hui à se démener pour sauvegarder ses positions. De plus et surtout, la lutte pour le repartage du monde à laquelle se livrent les deux superpuissances fait qu'aujourd'hui l'Europe est au centre de la rivalité entre l'URSS et les USA. Ce sont ces deux raisons, liées à la nécessité pour eux de « rentabiliser » encore plus, face à la crise internationale, l'exploitation de leurs propres prolétariats qui poussent les capitalistes européens à s'unir.

Face à cette situation, quelle attitude adopter ? Il faut tout d'abord refuser catégoriquement que cette Europe se fasse sur le dos des prolétariats et des peuples. C'est la tâche des prolétariats d'Europe et de leurs partis dans chacun des pays de mener la lutte contre l'exploitation accrue et pour imposer l'instauration de rapports économiques nouveaux entre l'impérialisme ouest-européen et les pays du tiers monde.

Il faut ensuite analyser correctement les aspects objectivement positifs que représente l'union des pays d'Europe face à la menace de guerre que représentent, en général les deux superpuissances, et dans ce cas précis, plus particulièrement le social-impérialisme soviétique, la principale force qui menace aujourd'hui réellement l'Europe. Sans pour autant s'en remettre à la bourgeoisie pour défendre l'indépendance nationale, il faut voir qu'une Europe unie est une force autrement plus importante face à une éventuelle agression qu'un ensemble de pays isolés.

Or, que dit précisément le PCF sur le problème de l'unité européenne ? Présentant celle-ci comme dominée par un axe Washington-Bonn, comme une « entreprise supra-nationale » (en accord avec Debré sur tous ces points), il se pose en garant de l'indépendance nationale face à ceux qui voudraient amener la France « sous la coupe de l'Allemagne ». Ce langage, qui vise à ressusciter l'« ennemi héréditaire » ne correspondent, plus en rien à la situation d'aujourd'hui.

Quel est aujourd'hui le pays qui représente l'Allemagne d'il y a 40 ans ? Quel est aujourd'hui le pays qui consacre 40 % de son économie à l'industrie de guerre ? Quel est aujourd'hui le pays où ceux qui mettent en garde contre un danger de guerre sont déclarés fous et internés ? Quel est aujourd'hui, enfin, le pays qui réclame, comme l'Allemagne de 1938, un repartage du monde, et qui est prêt pour cela à employer la force ? La RFA ou l'Union soviétique de Brejnev ? Avec trois millions de soldats massés à la frontière européenne, l'URSS a beau n'avoir que des paroles de paix à la bouche, ses actes parlent pour elle. En taisant tout cela, en luttant contre le renforcement de l'Europe que constitue son unité, le PCF joue aujourd'hui le jeu de Brejnev.

Serge FOREST

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

• Lustucru -Grenoble

Décidés à ne pas se laisser faire

Après le chômage partiel du secteur imprimerie et du cartonnage, après les 52 licenciements projetés dont 17 sont maintenant effectifs, après la fermeture pure et simple du service « surgelé », c'est la conserverie qui est touchée (39 salariés) : *« Il y a 10 personnes en trop à la conserverie. Il faudra accepter des mutations »* dit la direction. C'est déjà fait puisque quatre personnes travaillent depuis quinze jours au paquetage avec des conditions d'horaire et de salaire différentes (perte d'avantages liés au travail en journée continue). Très prochainement, d'autres mutations se feront en direction du même service.

Lustucru, on dégraisse... car on modernise pour une plus grande rentabilité ; 100 tonnes de pâtes par jours sont prévues lorsque la modernisation sera terminée. Si seulement cela avait d'heureuses conséquences pour les travailleurs. Hélas ! Ce sont toujours les bas salaires et une dégradation accrue des conditions de travail.

Les organisations syndicales CGT et CFDT ont appelé à un débrayage de 24 h le 21 juin pour l'aboutissement des revendications et pour appuyer la réunion paritaire du secteur-pâtes qui aura lieu le 30 juin à Paris. Cette journée fut un réel succès, 75 % du personnel (650 au total) ont débrayé. Les travailleurs de Lustucru ont montré ce jour-là qu'ils étaient décidés à ne pas se laisser faire devant les attaques de la direction.

Des travailleurs de Lustucru

France-Soir

Hersant restructure Hersant licencie

Le journal *France-Soir* employait environ 2 000 travailleurs il y a deux ans et 1 200 seulement aujourd'hui. C'est un aspect de la restructuration capitaliste du secteur de l'imprimerie. Le propriétaire de *France-Soir*, c'est Hersant qui, avec *Le Figaro*, possède ainsi deux importantes entreprises de presse, toutes deux situées dans le 2e arrondissement de Paris.

Sur ces 1 200 travailleurs, on compte encore 700 ouvriers du livre, 270 employés administratifs, le reste du personnel étant composé pour parts égales de cadres techniques et administratifs et de journalistes. Parmi ces derniers, de nouveaux arrivants mieux tenus en main par Hersant ont remplacé l'ancienne génération.

Sur un an, du début 1978 au début 1979, la restructuration (cela fait partie du safari aux « canards boiteux » cher à Giscard-Barre) a provoqué et devrait provoquer à l'avenir des centaines de licenciements. Pour cela, Hersant s'est attaqué aux travailleurs catégorie par catégorie.

Avril 1978 : prétextant une concentration des services communs au *Figaro* et à *France-Soir*, Hersant liquide les services salaires, imprimerie et mécanographie de *France-Soir* où travaillaient 60 employés : licenciements, pré-retraites, « reclassements », etc. (la CGT a considéré comme positif le maintien provisoire en poste de 20 personnes !).

1er septembre 1978 : l'impression de *L'Équipe* (groupe du *Parisien Libéré*) doit être retirée à *France-Soir* dont environ 70 ouvriers du Livre (le dixième des effectifs) étaient affectés à ce travail.

L'Équipe serait imprimée sur les presses de l'imprimerie ultra-moderne de Saint-Ouen. Là encore interviendraient 70 licenciements pour raison « économique » et là pas d'espoir de reclassement à Saint-Ouen !

En septembre également devrait être abandonnée complètement la composition au plomb en cours de liquidation. Il est évident que la location de photo-composeuses représente actuellement davantage une tentative supplémentaire de décourager les travailleurs pour les faire partir qu'une nécessité technique : sinon pourquoi cette réforme technique maintenant, alors que le déménagement total de l'imprimerie est prévu par Hersant dans six mois ?

Janvier 1979 : il a été annoncé au comité d'entreprise de *France-Soir* que l'impression du journal serait transférée à la Plaine-Saint-Denis, laquelle représente pour Hersant un projet de très grande envergure. Dans ce déménagement (où des centaines de travailleurs risquent de perdre leur emploi), l'aspect opération immobilière intervient aussi : l'immeuble de la rue Réaumur a déjà été vendu en décembre 1977 à une banque où Hersant aurait des intérêts. On en arrive à ce que des locaux de *France-Soir* soient loués par cette banque à des services du *Figaro* !

LES TRAVAILLEURS BRADÉS !

Dans cette affaire, Hersant joue le pourrissement de la situation : en attendant que sa nouvelle imprimerie devienne opérationnelle, sa tactique est d'obtenir le départ du plus grand nombre de travailleurs et pour cela tout est bon. Il y a les départs « volontaires » par découragement ou refus de mutation, les reclassements dans d'autres sociétés du groupe Hersant, la pré-retraite, et bien sûr, les licenciements sous toutes les formes. Il faut bien voir que cette tactique a permis, jusqu'à présent, à Hersant d'éviter de faire des remous dans le Livre tout en poursuivant le même but que celui d'Amaury lors du démantèlement de l'imprimerie du *Parisien Libéré*.

Comme au *Parisien Libéré*, on assiste au processus de désindustrialisation du centre de Paris qui, avec ses milliers d'emplois perdus chaque année, perd de sa vie. Le syndicat CGT, consulté chaque fois lors des comités d'entreprise, a accepté le fait accompli en « limitant les dégâts », mais à chaque négociation, les travailleurs se retrouvent un peu moins nombreux, le rapport de forces devenant chaque fois moins favorable pour ceux qui restent. Chaque catégorie est attaquée (administratifs, ouvriers du Livre, etc.) sans riposte d'ensemble. D'autre part, pourquoi ne pas envisager un soutien des habitants du quartier qui comprennent bien ce que signifie cette disparition des entreprises et qui refusent de plus en plus que le centre de Paris soit transformé en un musée sans vie locale.

On ne négocie pas des licenciements, on les refuse !

Soutien des habitants du quartier aux travailleurs de France-Soir !

Correspondant HR avec un travailleur de *France-Soir*

Des licenciements à Dubigeon-Rouen

A Nantes, les Dubigeon manifestent pour l'emploi.

En réunion du comité d'entreprise, la direction a annoncé 68 licenciements aux chantiers de Normandie de Grand-Quevilly (construction et réparation navale) du groupe Dubigeon.

Cela fait suite aux décisions sur la navale selon lesquelles plusieurs milliers de licenciements sont prévus ; les syndicats ont organisé un débrayage le mercredi à 13 h 30; la mobilisation était plus importante que ces derniers temps (250 travailleurs au lieu de 150 lors des dernières actions) mais la boite compte 800 personnes.

D'autres mesures suivront ces licenciements et il faudra développer la mobilisation.

L'inquiétude se développe car il n'y a presque plus de travail et les chantiers fusionnent avec les AFO de Brest et Saint-Nazaire et Ziegler de Dunkerque.

Correspondant HR

A Reims, 10 jours de grève chez Henckel

Les travailleurs de chez Henckel sont partis en grève mercredi 14 juin à 80 %. Dès le lendemain, ils étaient 90 % et un piquet de grève se mettait en place.

Les revendications : cinquième semaine de congés payés, prime de poste de 15 F par jour permettant d'égaliser les salaires avec ceux de Châlons-sur-Marne, à travail égal, salaire égal (problème des classifications), etc.

La lutte : dès le 15 juin, les flics interviennent. Bilan : trois blessés.

Mais les travailleurs tiennent bon, d'autant plus que le soutien commence à se manifester : délégations de « Remafer », de « Reims-aviation » de Schlumberger (avec débrayage), etc. Débrayages de solidarité aux *Docks rémois* (la boîte se trouve en face de chez Henckel et vient d'ailleurs de se mettre en grève ce vendredi 23 juin). L'usine Henckel de Châlons-sur-Marne a débrayé aussi le lundi 19.

Pourtant, aujourd'hui, la décision vient d'être prise d'arrêter la grève totale et de reprendre le mouvement sous forme de deux heures de grève à partir de lundi. Ce mot d'ordre sera-t-il suivi ? Et efficace ? Nombreux sont ceux de chez Henckel qui sont déçus. Deux jours de grève pour en arriver là ! Rien n'a changé, en dehors d'un protocle antigrève signé par FO, la CFTC (ex-CFT), la CGC, et ... la CFDT !

Les travailleurs de chez Henckel pouvaient pourtant construire un rapport de force contre le patron et ses valets : c'est la première grève de cette importance à Reims depuis les élections et de nombreux ouvriers avaient les yeux fixés sur Henckel. La présence des délégations d'autres usines, les débrayages aux Docks, dans une période où les luttes de classe repartent de plus belle (Renault, arsenaux, Moulinex montrent qu'il est possible de construire un rapport de force favorable aux luttes de la classe ouvrière contre le patronat, en renforçant l'unité des travailleurs en lutte, en développant la solidarité et la popularisation, en coordonnant les actions sur les zones industrielles, etc.

Mais les dirigeants de la gauche et des syndicats veulent-ils cela ? Ou bien cherchent-ils à manipuler le mécontentement des travailleurs pour leur propre compte ?

Lorsque nous avons été soutenir les ouvriers de chez Henckel, c'est aussi cela que nous avons dit. Et les nombreuses discussions que nous avons eues, y compris avec des militants du PCF, montrent que nos idées font leur chemin.

Correspondant HR

Les vosgiens entrent de partout dans l'action pour vivre et travailler dans les Vosges

barrages routiers maintenus

Derrière les containers qui barrent la route nationale, les employées de Boussac font le barrage.

De notre envoyé spécial Bernard Novion

« Les Boussac » et tous les travailleurs du textile vosgien s'opposent avec vigueur aux plans de restructuration des Boussac, Chagué, Didier, trois usines à Cornimont, Nicolas-Caimant, Jacquel, Coframaille, les Héritiers de Georges Perrin (HGP), qui ont 7 usines à Cornimont. Il y a aussi de nombreuses petites et moyennes entreprises dont les Établissements Prêcheur de Senones (Vosges), dAMC-Raon-l'Étape (Vosges), Playtex, Saint-Dié, Peltex, SA-Cobroy, La Coplac de la Petite-Raon (Vosges), des Établissements Laêdrich de Moussey.

Les travailleurs vosgiens entendent et sont déterminés à lutter pied à pied pour vivre et travailler dans les Vosges, les barrages routiers actuels n'en sont qu'un premier exemple.

« Les Boussac » qui barrent les routes, qui abattent des arbres ne sont ni des provocateurs ni des anarchistes ; au contraire, leurs actions sont justes et loyales et s'inscrivent dans la lutte de classe. Jean-Claude Laroche de l'UD-CGT avait préconisé la lutte usine par usine. Mais de très nombreux travailleurs et délégués d'usines CGT et CFDT ont compris qu'il ne fallait pas morceler les luttes face au patron. Ils ont réagi dans l'unité, conscients de ce qui les touche tous : leur salaire de juin et l'avenir de leur emploi.

A la suite d'un vote à main levée, les barrages restaient en place et chacun des occupants de la chaussée s'installaient pour passer la nuit et d'autres nuits encore. Le mouvement est parti de la base à l'usine de Vincey avec le soutien du syndicat CFDT-Hacuitex des Vosges.

A Cornimont, une caravane du chômage eut lieu le samedi 24 juin pour sensibiliser la population sur la crise, sur le chômage, sur l'avenir de la vallée de la Moselotte.

En effet, il est prévu 750 licenciements à Cornimont. Si on additionne les emplois supprimés dans les entreprises Peduzzi, Nicolas-Caimant, Didier, Pierrel « s », Donat Germain, les emplois supprimés en douceur (non-remplacement des départs), les menaces précises sur la société Chagué, on peut constater qu'à Cornimont, sur les 1 650 travailleurs, il n'en restera que 900.

Les travailleurs de Cornimont refusent la zone verte, refusent tout licenciement et exigent du travail sur place.

De nouvelles actions de blocage des routes continuent encore aujourd'hui. Le but de cette opération *« Comprenez-nous »* vise à populariser le combat des travailleurs pour le maintien de l'emploi et le versement des salaires.

BARRAGES MAINTENUS A NOMEXY ET VINCEY

Chez Jacquel du groupe Agache-Willot, il est prévu un « plan social » qui jettera à la rue 42 personnes à Natzwiller (Bas-Rhin), 68 à la Coframaille de Schirmeck, 90 chez Jacquel de Moyenmoutier (Vosges).

« Nous barrons les routes et les barricades mises en place sont actuellement renforcées tant à Vincey, Nomexy, Thaon ». D'autres barrages routiers ont été mis en place dans le département, notamment par les travailleurs de Boussac-Blanchimont de Moyenmoutier qui ont bloqué le col du Hantz. Dimanche, c'était les Coframaille-Schirmeck, les Jacquel (Agache-Willot) de Natzwiller, de Dinsheim et du Rabodeau.

Dans un tract distribué dimanche matin sur la route barrée menant au camp du Struthof, voici ce qui y est dit :

« Aux camps du Struthof et de Schirmeck, des hommes et des femmes ont souffert et sont morts au nom de la liberté. 35 ans après, au nom de la liberté, le patronat et le gouvernement massacrent une vallée en supprimant les emplois qui la font vivre ».

Oui, tous les travailleurs vosgiens refusent les vallées vertes touristiques : *« Nous ne voulons pas qu'elles soient vidées des travailleurs pour une " zone verte " qui ne servirait qu'aux capitalistes qui viendront se dorer les fesses chez nous ».*

« Il faut entrer dans l'action, ce n'est que par l'action que nous empêcherons les licenciements ; ce n'est que par notre action que nous aurons du travail au pays ».

LA SOLIDARITÉ

Sur le terrain, aprés plusieurs nuits passées sous la pluie et le froid, des feux de bois et des pneus s'élevèrent sur la chaussée.

Durant la journée de dimanche, la solidarité de la population permit de constater que la vallée de la Moselle veut vivre : casses-croûtes, boissons chaudes furent apportées aux occupants des chaussées, de même, un médecin proposa de soigner gratuitement les grévistes.

La CFDT (Hacuitex-Vosges) soutient l'action activement. Elle déclare : *« Exiger un dû est une juste revendication »* et *« La poursuite d'actions décidées dans l'unité par les travailleurs doit rester une action majoritaire ».*

Il y va de même pour les syndicalistes CGT des usines en lutte. Les Vosgiens se réveillent, ils nous le montrent par leurs actions, d'autres sont en préparation. Nous aurons encore l'occasion d'aller revoir les travailleurs sur le tas et de les soutenir dans leurs luttes.

Première victoire des Nicolas-Caimant

« Ce n'est pas le Pérou ! »... Nous étions 158 avant la liquidation, nous avons obtenu un premier résultat (minime, bien sûr, mais c'est un début !) :

– un atelier de confection avec 14 emplois de suite et 32 fin 1978 ;

– Un atelier de rabotage, travail du bois avec 12 emplois à l'automne ;

– Un petit atelier mécanique avec 3 emplois et 6 en projet ;

– Une fabrique de jouets avec 17 emplois tout de suite et 40 fin 1978.

Pour nous, c'est un premier pas et nous entendons continuer l'action collective jusqu'à l'embauche définitive du dernier chômeur.

Chanson des travailleurs de Cornimont (Vosges)

(Sur l'air de « Le travail, c'est la santé »

A Cornimont, c'est comme ailleurs,
Les gens sont tous des travailleurs,
On veut en faire tous des chômeurs,
Et les faire travailler ailleurs.

Les Didier et les Héritier (1)
Les Nicolas et les Chagué,
Jouent tous la solidarité
En venant tous manifester.

Dans la vallée de la Moselotte
Pour les touristes on trouve la flotte
Mais pour nous trouver du boulot
Braun (2) est un petit rigolo.

REFRAIN

Les chômeurs veulent travailler
Les patrons veulent licencier
Du chômage, y' en a assez
Venez manifester.

Écrite et chantée par les travailleurs de Cornimont lors du rassemblement de samedi 24 juin

(1) Héritiers Georges Perrin (HGP).
(2) Braun : député RPR.

Plus de 10 000 personnes dans les rues de Valenciennes contre les 2600 licenciements à Usinor

Contre les 2 600 licenciements à Usinor-Denain, et Trith-Saint-Léger, plus de 10 000 personnes ont manifesté dans les rues de Valenciennes le mardi 20 juin à l'appel de la CGT et de la CFDT.

En trois ans, le Valenciennois a perdu 7 400 emplois, 10 000 chômeurs inscrits y sont dénombrés, dont 55 % de jeunes de moins de 25 ans.

Au cours de la seule année 1977, 57 entreprises de toute taille ont déposé leur bilan dans l'arrondissemnt. Au cours de la réunion du comité central d'entreprise d'Usinor, le PDG de la société a annoncé qu'il y avait 2 000 personnes de trop à Denain ! Il est prévu 1 000 licenciements d'ici la fin de 1978. Pour l'usine de Trith, même déclaration cynique de la direction : il y a, dit-elle, 600 emplois *« de trop »* ! A terme, cela signifie, ainsi que le dit l'union départementale CGT dans un communiqué, *« la fermeture pure et simple de Denain et Trith ».*

Correspondant HR

A propos des interventions en Afrique :

Une bataille de classe à l'échelle internationale

utiliser les différentes contradictions (3).

Dans le cadre de notre époque – celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, peut-on et doit-on utiliser les contradictions entre les deux superpuissances et les impérialismes secondaires ? Nous poursuivons ci-dessous la réponse à la lettre d'une lectrice sur cette question.

Dans bien des conflits en Afrique, il n'y a pas que les deux superpuissances (URSS-USA) qui interviennent. Il ne s'agit pas de nier cette réalité mais d'analyser ce qui – dans une période donnée sert le processus révolutionnaire et tenir compte des réalités survenues ces dernières années : seules les deux superpuissances peuvent prétendre à l'hégémonie mondiale et c'est dans ce but qu'elles rivalisent. Avec l'offensive sans précédent du social-impérialisme russe à l'échelle mondiale, notamment en Afrique, on ne peut pas en rester aux vieux schémas du genre « *La France, gendarme de l'Afrique* », sans voir d'où vient désormais le danger principal pour l'indépendance et la liberté des peuples.

Les peuples africains ont plus d'un ennemi, mais s'ils les attaquent tous à la fois, ils sont certains de courir à l'échec. C'est donc dans l'intérêt du prolétariat et des peuples qu'il est nécessaire de concentrer les coups sur l'ennemi qui est le plus dangereux. Il faut utiliser toutes les contradictions, si minimes soient-elles, pour isoler et affaiblir l'ennemi le plus dangereux : c'est ce principe fondamental défini par Lénine qui doit nous guider.

En Afrique, il y a plusieurs sortes de conflits. Si l'on prend la corne de l'Afrique ou le Sahara occidental, est-ce que nous avons à faire à des guerres inter-impérialistes entre les pays du tiers monde impliqués dans ces conflits ? Il s'agit de conflits entre pays qui ont les mêmes intérêts et qui se trouvent tous dans le même camp : celui du tiers-monde. Il n'y a donc pas de contradictions antagoniques, donc elles peuvent se régler « *au sein du peuple* », c'est-à-dire par la négociation. Celui qui a le plus intérêt à aiguiser ces contradictions c'est le social-impérialisme, avide de conquérir de nouvelles zones d'influence, et c'est ce qu'il fait, dans le cadre de sa rivalité avec l'impérialisme américain.

Au Zaïre, il s'agit d'une agression d'inspiration social-impérialiste.

Au Zimbabwe (Rhodésie), en Azanie (Afrique du Sud), et en Namibie, il s'agit d'une guerre de libération nationale (contre les impérialistes américains et britanniques et les régimes racistes qu'ils ont mis en place), comme l'était celle du Cambodge, par exemple. Là, la contradiction est antagonique, l'aspect principal est celui de la lutte armée. C'est d'ailleurs pour cela que le social-impérialisme essaie de pénétrer tous les mouvements de libération pour les détourner de leurs objectifs.

A chaque période donnée il y a un ennemi principal et face à lui, il faut unir toutes les autres forces. Au moment de la Seconde Guerrre Mondiale, l'ennemi principal des peuples du monde c'était le fascisme et Hitler le danger principal. Aujourd'hui, et de plus en plus pour la période à venir, l'ennemi principal c'est les deux superpuissances et particulièrement le nouvel Hitler, qui revendique le repartage du monde en sa faveur.

Pour vaincre le fascisme, l'Union soviétique – alors seul pays socialiste – s'est alliée avec la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et autres pays impérialistes. Pour vaincre demain l'hégémonisme, l'unité des pays et peuples du tiers-monde et du second monde dans un front uni antihégémoniste est une nécessité.

Est-ce nier la lutte de classe interne qui existe dans chaque pays ? Au contraire, ce sont deux aspects d'une même réalité l'un épaule l'autre.

D'une part, qui dit front uni, dit unité et lutte. Les pays du tiers monde luttent pour que les rapports avec ceux du second monde se fassent sur un pied d'égalité. De plus en plus tiers monde et second monde se trouvent du même côté : contre les deux superpuissances.

D'autre part, la révolution dans les pays du tiers monde prend pour cible l'impérialisme et l'hégémonisme, donc toute victoire dans ce sens est un service rendu à la lutte des prolétariats et peuples des pays du second monde et même des USA et de l'URSS, puisqu'il affaiblit notre ennemi commun.

Par ailleurs, tout coup porté à la bourgeoisie impérialiste des premier et second mondes par le prolétariat et le peuple de ces pays épaule la lutte des pays et peuples du tiers monde.

Ainsi, utiliser toutes les contradictions, ce n'est nullement perpétuer l'esclavage de la classe ouvrière mais c'est au contraire lui donner le maximum d'armes pour abattre ses ennemis.

Claude LEBRUN

Giscard-Barre contre les étudiants étrangers

Une des conséquences de la politique gouvernementale à l'égard des immigrés est la limitation que le gouvernement veut imposer aux étudiants étrangers d'accéder à l'Université.

Des déclarations avaient déjà été faites dans ce sens par des ministres. Alice Saunier-Seïté la triste ministre aux Universités vient d'en faire de nouvelles au journal « Ouest-France ».

Nous publions des extraits dans l'encadré ci-dessous. De son côté, l'Association des étudiants Sénégalais en France, section de Brest a répondu aux propos du ministre.

EXTRAIT D'OUEST-FRANCE

L'accueil des étudiants étrangers : dans la foulée de Monsieur Barre, elle (A. Saunier-Seïté) a enfoncé le clou de la limitation de ces étudiants qui forment un contingent de 96 000 unités dont la moitié est constituée de francophones.

« Les deux tiers de ces étudiants n'arrivent pas à franchir le premier cycle (le DEUG). Plus de 10 000 parmi eux sont inscrits au moins pour la cinquième année consécutive en première année de quelque chose. Pourquoi ? Nous recueillons chez nous le trop-plein des universités que nous avons créées dans tous les pays francophones. Ces étudiants, refusés là-bas, font ici des études qui ne représentent aucun intérêt pour leur pays... On retrouve en France des étudiants sénégalais dont les trois quarts ne sont pas boursiers. Eh bien, ces trois quarts rançonnent le quart qui reste. Ils vivent donc à quatre sur une seule bourse. C'est un gâchis ».

Notre correspondant nous signale que lors du dîner-débat où Madame Saunier Seïté a tenu ces propos, étaient présents MM Quesnel et Monange, élus du SNES-Sup et respectivement président de l'Université de Bretagne occidentale et doyen de la faculté de lettres de Brest. Il ne semble pas qu'ils aient jugé bon de protester contre ces propos au caractère raciste évident.

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS SÉNÉGALAIS EN FRANCE SECTION DE BREST

MISE AU POINT

A la suite des déclarations de Mme Saunier-Seïté, dans « Ouest-France » du 19 juin 1978, il nous a paru nécessaire de faire une brève mise au point.

Les propos tenus dans cette interview, notamment à l'égard des étudiants étrangers, et Sénégalais en particulier, s'inscrivent dans le cadre d'une vaste campagne démagogique qui vise en dernière analyse à préparer l'opinion à une escalade raciste.

En effet, au même titre que les travailleurs immigrés victimes des mesures Stoléru, les étudiants étrangers sont aujourd'hui la cible d'innombrables tracasseries administratives et politiques (difficultés d'obtenir des cartes de séjour, nécessité d'une pré-inscription, répression des organisations de masse...)

Dans ce contexte de crise sociale, politique et culturelle, c'est une habitude pour nous d'entendre ce genre de propos qui visent à détourner l'opinion française de ses problèmes réels, en rejetant la responsabilité de tous les maux sur le dos des étrangers.

Loin de nous l'idée de vouloir nier les difficultés que rencontrent les étudiants étrangers en France – difficultés qu'ils partagent d'ailleurs avec bon nombre de Français – mais simplement nous nous inscrivons au faux contre ces propos qui tendent à dissimuler la lourde responsabilité du régime français, et de ses pions « africains » dans les conditions d'existence des étudiants.

Brest le 21 juin 1978

Après la coupe du monde de football, continuer un soutien large et diversifié au peuple argentin

La Coupe du monde de football en Argentine a permis le développement en France et dans d'autres pays, de la campagne pour son boycott.

Cette camapgne constituait un moment dans le soutien que nous devons apporter au peuple argentin contre la junte et contre ses appuis internationaux. Cette campagne a été un succès, nous l'avons déjà dit. En Argentine même, la Coupe du monde a certes été bénéfique à la junte. Cependant, au cours des manifestations de rue qui se déroulaient lors des victoires de l'équipe d'Argentine, des slogans associaient ces victoires à des revendications politiques réclamant la liberté, la démocratie, et dénonçaient Videla et la junte.

Certaines radios françaises ont souligné cet aspect. D'une part, si sur le plan international la campagne de boycott a été extrêmement bénéfique pour aider le peuple argentin, d'autre part la Coupe du monde n'aura pas permis à la junte de réaliser l'unité derrière elle, comme elle le voulait, bien au contraire. Elle n'aura même pas constitué une trêve dans les luttes.

La question qui se pose actuellement est celle-ci : comment continuer à soutenir le peuple argentin ? Des initiatives sont en voie de réalisation. Par exemple, le boycott du congrès de cancérologie. Nous soutenons un tel boycott.

Mais là aussi, tout comme nous l'avons fait pour la Coupe, nous soutiendrons et rendrons compte des initiatives des cancérologues qui se rendront en Argentine pour le congrès et qui, d'une manière ou d'une autre, contribueront à faire connaître les crimes de la junte et les luttes du peuple argentin.

Notre point de vue est qu'il faut appuyer tout ce qui contribue à l'isolement de la junte. Nous ne combattrons pas tel type d'initiative au nom de tel autre type, comme le fait le PCF qui a centré ses coups contre les partisans du boycott de la Coupe.

En ce sens, nous pensons que certaines conceptions, qui veulent faire du boycott politique, diplomatique, économique, culturel, etc. le mot d'ordre central du soutien au peuple argentin, ne sont pas justes.

A Paris, le 6 juin. Manifestation d'Amnesty International contre les disparitions en Argentine.

Outre que c'est là un mot d'ordre qui n'a aucune chance d'être réalisé, ce boycott n'est pas susceptible d'unir et de prendre en compte largement les initiatives de soutien dans leur diversité.

Pour notre part, nous souhaitons un soutien large et multiforme aux luttes du peuple argentin.

Des soldats soutiennent le peuple argentin

Nous avons reçu un communiqué du comité de soldats du 403e régiment d'artillerie de Chaumont. Dans ce communiqué, les soldats du comité expriment leur approbation avec le mot d'ordre de boycott de la Coupe, avec l'action du COBA et soutiennent la lutte antifasicste, anti-impérialiste et antihégémonique du peuple argentin.

Un mois de reportage en Chine

Sinkiang

Au premier front, face à l'URSS

L'entrainement au tir dans une école du Sinkiang. Les ballons, à 200 m, n'ont pas résisté longtemps.

Sinkiang, région immense d'un million six cent mille kilomètres carrés (un sixième de la Chine) ; région peu peuplée (11 millions d'habitants) parce que comportant des déserts arides et des hautes montagnes. Sinkiang, région autonome où les Ouïghours sont la majorité, mais où coexistent treize minorités nationales ; région de contrastes à tous égards : physique, climatique (températures de moins 50 à plus de 50 degrés), économique (avec le très avancé côtoyant le plus arriéré : fermes d'État conquises sur la steppe ou le désert, bergers, nomades ou semi-nomades, cavaliers à fière allure au flanc des montagnes).

En quelques jours passés dans le Sinkiang, nous avons effleuré toute cette réalité multiple. Nous étions les premiers journalistes à le faire depuis longtemps.

Et nous avons été séduits par ce pays où caravanes de chameaux, et troupeaux de chevaux, dans l'immensité des horizons, réveillent tout un fond culturel hérité des entreprises coloniales de notre propre pays ou de la « conquête de l'Ouest » : les horizons ouverts à coups de massacres. Mais ici, quel contraste !

Paysage du Sinkiang

Ici, c'est le socialisme qu'on édifie. C'est une politique remarquable d'unité entre les diverses minorités que seul, d'ailleurs, peut permettre le système socialiste ; c'est l'histoire surprenante d'une libération pacifique : en 1949, les soldats des armées du Kuomintang refusèrent de se battre contre l'Armée populaire de libération ; les « chefs » une fois partis avec leur fortune à Taïwan, ou Hong Kong les hommes de troupes se trouvèrent unis avec l'Armée populaire de libération et furent les bâtisseurs des fermes d'État modernes et mécanisées d'aujourd'hui où vignes, pêchers, céréales sont venus colorer des régions aux noms évocateurs tels que « la rivière des pierres ».

Nous avons été séduits par ce pays et en sommes partis avec le désir d'y revenir, ou d'autres que nous, pour voir les choses de plus près.

Mais on ne peut en si peu de lignes, parler de toute la réalité du Sinkiang. Il en est une particulièrement frappante, et que la situation mondiale actuelle nous a incités à observer. Un seul chiffre en donne la mesure : 6 000 kilomètres de frontières dont 3 000 avec l'URSS, plus de 1 000 avec la Mongolie où les troupes russes sont installées comme en terrain conquis, le reste avec l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde.

La capitale de la région, Ouroumchi (800 000 habitants) est à quelques centaines de kilomètres de la frontière russe. Le problème n'y est pas « visible » plus qu'ailleurs en Chine. Dans l'école secondaire que nous avons visitée (école fondée par le frère de Mao Tsé-toung, assassiné en 1942 par le Kuomintang) on a toutefois tenu à nous montrer un entrainement au tir dans la cour de l'école.

D'INCESSANTES PROVOCATIONS

Mais deux mots sur l'URSS suffisent pour rendre les visages graves et on vous cite alors de multiples faits. Cela va de la radio – un émetteur spécial pour dire dans toutes les langues essentiellement que le Sinkiang n'est pas en Chine (il fut un temps, il est vrai, où les tsars en occupèrent une partie : 500 000 km2, aux agressions contre des paysans chinois, en passant par l'envoi d'espions (une dizaine en moyenne sont capturés par an) ou de tracts, l'installation de micros sur les lignes téléphoniques, etc.

Il faut dire que de l'autre côté de la frontière, il y a des minorités nationales comme dans le Sinkiang. Et aussi à la fin des années 50, quand Krouchtchev eut engagé la Russie sur la voie du retour au capitalisme, des anciens partisans du Kuomintang, propriétaires de grands troupeaux ou de terres, dépossédés par le socialisme, prirent le chemin de l'URSS, entrainant avec eux des paysans trompés, attirés par des promesses de bien-être de l'autre côté de la frontière (les consulats russes avaient à l'époque pour principale activité d'inciter à de tels départs, si bien que le gouvernement chinois ferma ces consulats en 1962). Les Russes trouvent là du personnel pour former des espions et saboteurs connaissant de plus le terrain.

Quant aux paysans qui sont partis, certains ont compris depuis mais ne peuvent revenir : des lettres qu'ils ont pu envoyer à leur famille en témoignent. D'autres sont toujours trompés : il est arrivé qu'ils fassent parvenir des colis de nourriture à des proches dans leur région d'origine, croyant qu'il y règne la famine.

Les exemples ne manquent pas : il y a ceux qui sont parvenus jusqu'à Pékin (on a fait de cette histoire un film). Il y a ceux que des paysans ont capturés en leur faisant croire qu'ils leur donneraient des renseignements le lendemain.

Il y a ce cas que notre interlocuteur ouighour raconte avec joie car il a pour héros un homme qu'il connait : prof de sport à Ouroumchi, il avait voulu retourner dans sa région natale comme paysan (région frontière) assailli par deux individus armés de couteaux (les espions utilisent peu l'arme à feu, à cause du bruit) il utilisa son expérience pour les mettre hors de combat !

Une autre anecdote nous fait sourire : *« Des Russes entrent en territoire chinois et disent à nos paysans : ici c'est chez nous, allez vous-en ! Nos paysans sans se démonter les interroggent : savez-vous comment s'appelait ce lieu dans le temps ? Les autres l'ignoraient et reconnurent qu'ils avaient été envoyés par leurs dirigeants ».*

Bien sûr, la vigilance est de rigueur : la population est organisée en milice, et d'ailleurs, la plupart des arrestations sont le fait de la population.

LES BALLES ENROBÉES DE SUCRE

La vigilance est d'autant plus de rigueur que les armes ne sont pas toujours des fusils : on a vu des jeunes femmes envoyées pour aguicher les paysans.

On a vu des officiers russes tenir aux Chinois ce langage : *« Nos gouvernements se disputent, mais nous, nous sommes amis »* (à ce sujet, les paysans chinois ont observé les rapports entre officiers et soldats russes : ils ont vu des soldats violemment frappés par leurs chefs, et ont remarqué que les officiers bénéficiaient de conditions vraiment très bonnes par rapport aux soldats !).

Outre cela, pour endormir la vigilance, il y a eu certaines conceptions « dangereuses » du côté chinois. Ainsi, du temps de Lin Piao avait commencé à se développer une conception selon laquelle la lutte politique était l'essentiel, à tel point que dans une zone frontière contestée (car il y a de telles zones), la consigne avait été donnée aux paysans chinois, au nom de la bataille politique, de se retirer pour ne pas créer d'incidents ! Beaucoup refusèrent, voulant continuer à « vivre et travailler au pays » (nos interlocuteurs, connaissent la popularité de ce mot d'ordre dans notre pays, l'avaient employé à dessein). Pour les autres, les Russes vinrent s'installer immédiatement sur les terrains laissés libres !

Le point de vue défendu par les Quatre et leurs partisans était dans le parfait prolongement de celui-là. Il n'était pas non plus important selon eux de moderniser l'armement. Or, le « bon droit » ne suffit pas face à des chars ou des fusées et même si en dernière analyse l'homme est déterminant dans la lutte armée, un pays socialiste ne serait pas digne de ce nom s'il ne donnait au peuple les moyens idéologiques, politiques et aussi matériels de sa défense.

« AVANT LA FRONTIERE ÉTAIT PAISIBLE »

Ce n'est que depuis les années 60 que les problèmes ont commencé sur cette frontière. L'URSS est maintenant le pire des voisins. Avec l'Inde, avec laquelle la frontière n'est pas encore bien définie, il n'y a pas ce genre d'incidents !

Il y a une très nette recrudescence ces derniers mois quoiqu'il s'agisse d'incidents pas très graves. L'installation d'un poste radio très puissant est récente.

L'agressivité de l'URSS ne fait aucun doute ici et l'on a conscience d'être aux premières lignes, au premier front face à ce pays. Nous n'avons pas vu les installations militaires, mais nous avons vu la préparation de la population, sa confiance et aussi sa conscience qu'ainsi située, sa région est très importante : c'est sans aucun doute un frein aux visées agressives de l'URSS, et ce n'est pas bon seulement pour le peuple chinois. Ça l'est aussi pour tous les peuples du monde.

Jacques DUROC

Paysage du Sinkiang

Le syndicat de la magistrature a dix ans

Le Syndicat de la Magistrature est né de Mai-juin 68. Plus exactement il est né le 8 juin 1968. Dix ans après, il a fait un bilan de son apport, son action. C'était au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu samedi à Paris.

Il y avait là des magistrats, des avocats, des représentants syndicaux, des parlementaires, etc...

Les interventions ont été nombreuses. Nous donnons ici quelques extraits plus particulièrement intéressants :

« *Avant le Syndicat de la Magistrature, a déclaré un membre du bureau, la justice était un Himalaya d'hypocrisie. Les magistrats se taisaient. On n'évoquait pas le problème d'une justice de classe dans l'univers judiciaire* ».

L'actuel président, Marc Dreyfus, procureur à Vesoul a déclaré que grâce au syndicat : « *La justice s'est un peu ouverte vers l'extérieur. Nous avons combattu pour les libertés, participé aux grands débats sur la peine de mort, le viol, les flagrants délits. Pour la première fois, la justice a œuvré en commun avec les syndicats du monde ouvrier, du cadre de vie, avec les partis politiques. Nous avons tenté de faire reconnaître que le droit à la propriété ne devait plus primer sur le droit au travail ou aux libertés. A l'intérieur de la justice nous avons affaibli l'indépendance hiérarchique et dénoncé le système de l'avancement. Nous avons démontré que le principe de la* « sécurité des Français » *ne cachait trop souvent en fait que la sécurité de l'État, antagoniste des libertés individuelles* ».

« *Le Syndicat a contribué à faire respecter les droits des consommateurs, des salariés, des travailleurs dans les entreprises en sanctionnant les infractions commises* ». Il a également contribué à « *dénoncer les atteintes aux libertés ou d'y faire échec en s'opposant à certains projets de lois répressifs, de sensibiliser le corps judiciaire au droit social, en ce qui concerne notamment le logement, la grève, l'activité syndicale, en contribuant à faire respecter les conquêtes sociales.* »

Pour nous, il ne fait pas de doute que l'action du Syndicat de la Magistrature est extrêmement positive. Cette action qui s'exerce dans un domaine particulièrement important de l'appareil d'État : la justice, a permis de révéler grâce à l'action des juges eux-mêmes, le caractère de classe de cette justice. Par exemple ces dernières années, plusieurs patrons ont été inculpés d'homicide involontaire par des juges comme le juge De Charette qui fait partie du Syndicat de la Magistrature, ces patrons ayant été considéré comme responsables de la mort d'ouvriers à la suite de défauts de sécurité dans les usines qu'ils dirigent.

L'action du Syndicat de la Magistrature est un élément important de la lutte contre la politique du pouvoir qui s'exerce contre le peuple, entre autres, aussi dans l'appareil judiciaire.

BOUSSAC : UNE PREMIERE VICTOIRE LE PAIEMENT DE LA PAYE DE JUIN ET LA PRIME DE VACANCES

Les travailleurs de chez Boussac et d'autres entreprises ont bloqué les routes durant quatre jours, de vendredi à lundi dernier. Ils entendaient ainsi protester contre le retard apporté au paiement de leur salaire. Lundi, ce blocage s'accompagnait de la pose, en travers de la nationale 57, d'arbres découpés à la tronçonneuse. Ces actions venant après l'occupation la semaine dernière du Crédit Lyonnais, ont permis aux travailleurs et travailleuses de chez Boussac d'obtenir le paiement de leur paye de juin qui sera assuré grâce à l'escompte du papier commercial possédé par l'entreprise. Les syndicats de chez Boussac avaient révélé que la maison-mère du groupe détenait plus de 25 millions d'effets escomptables, représentant des marchandises livrées qui pouvaient permettre le règlement des salaires. Mais les banques refusaient de les payer.

Les travailleurs de chez Boussac ont de plus obtenu le paiement de la prime de vacances.

ARSENAUX : POURSUITE DE LA GREVE

Le mouvement reste fortement développé, en particulier dans les principaux centres : Brest, Toulon, Lorient, Saint-Étienne, Indret, Clermont-Ferrand, Lyon, Cherbourg, etc.

Lundi matin, les 400 grévistes de l'atelier industriel de Clermont ont bloqué les pistes de l'aéroport de Clermont-Aulnat.

INDICE RECORD EN MAI

La libération des prix se fait sentir sur l'indice des prix. Pour le mois de mai, celui-ci serait compris entre 1,2 et 1,4 %, ce qui est l'indice le plus élevé depuis avril 1977.

• Moulinex

Nervis et chiens policiers contre les grévistes

Caen, de notre correspondant

Très tôt lundi matin, le piquet de grève était renforcé car on prévoyait ce genre de possibilité d'intervention fasciste ou policière et les travailleurs entendaient poursuivre l'occupation jusqu'à ce qu'il y ait un résultat des négociations, alors que la direction voulait l'évacuation de l'usine avant le résultat des négociations.

Les travailleurs (nous étions sur place) étaient derrière les portes de l'usine (c'était surtout des ouvrières), extrêmement déterminés, criant des mots d'ordre comme « *Union, action, occupation* ». L'Internationale était chantée, lorsque tout d'un coup, il y a un mouvement de foule à l'intérieur. Derrière, c'était un commando fasciste d'une vingtaine de nervis, armés de matraques et de barres de fer, de chaussures à pointes, de coups de poing américains qui frappaient tout ce qui était sur leur passage. Comme c'était inorganisé, il y a eu un mouvement de panique, mais une volonté de résistance très forte de la part des ouvrières et des ouvriers.

Ce commando a tabassé plusieurs femmes, a notamment donné des coups de matraque dans le dos d'une femme enceinte. Un travailleur a été blessé à la tête.

Les occupants étaient donc vidés et leurs agresseurs les ont poursuivis à l'extérieur de l'usine, les harcelant avec tout ce qu'ils trouvaient alors que les travailleurs, eux, avaient les mains nues. Une ouvrière avait prévu des œufs et des tomates ; d'autres ont pris des pierres, des cailloux, tout ce qu'ils trouvaient devant eux pour riposter au commando dont les membres, eux, lançaient des disques de métal coupant, sans doute des pièces de voitures non encore ébavurées, mais également des grenades fumigènes.

Pendant un bon bout de temps, il y a eu une très grande volonté de résister. Ensuite, les travailleurs se sont rassemblés à l'extérieur. Ils sont restés devant l'usine, déterminés à ne pas laisser sortir la direction qui se trouvait à l'intérieur. Avec eux, il y avait une centaine de jaunes, de non-grévistes. Ce qui est frappant, c'est la détermination des ouvrières.

Le commando fasciste, qui était sans doute un commando CFT, était dirigé par Aubri et les ouvrières ont reconnu Duverli, qui est le chef des presses. C'est un énergumène qui se distingue par son comportement fasciste dans l'atelier.

Au même moment à peu près, un scénario semblable se déroulait à l'usine d'Alençon et à celle de Falaise (toujours usines Moulinex). C'est dire qu'il s'agit d'un plan concerté de la direction.

Cette agression fasciste a eu lieu au moment où les responsables CFDT venaient de partir après une discussion avec la direction. Donc, tout en discutant le patronat se préparait à envoyer sa milice.

A Alençon, l'action du commando, cependant, n'empêchait pas l'occupation de l'usine par les ouvriers et les ouvrières, les nervis n'ayant réussi qu'à s'introduire dans les bâtiments administratifs.

Par contre, à 13 h, les forces de police intervenaient contre les grévistes pour faire cesser l'occupation. Devant cette intervention, le personnel non-gréviste refusait de reprendre le travail.

CORMELLES LUNDI A 8 HEURES : UN COMMANDO A PÉNÉTRÉ DANS L'USINE OCCUPÉE

Mardi, les syndicats et la direction poursuivaient les négocations au cours desquelles les incidents de lundi n'auraient même pas été évoqués.

Le coup d'état au Sud-Yémen

Encore une fois l'ombre de Moscou

Un coup d'État militaire a éclaté lundi au Sud-Yémen, quelques jours à peine après l'assassinat du président de la République du Nord-Yémen. De violents combats, partis de la zone stratégique du détroit de Bab El Mandeb ont opposé des éléments de l'armée sud-yeménite à la milice populaire. Le palais présidentiel où siégeait le Comité central du Parti unique, le Front national a été bombardé par l'aviation. A l'issue de ces combats, le président de la République, Salem Robaye Ali a été démis de toutes ses fonctions et placé en résidence surveillée, avant d'être abattu.

Les événements survenus à si peu de jours d'intervalle dans les deux Yemen portent une nouvelle fois la patte de l'Union soviétique. Le président destitué était en effet connu pour ses sympathies envers la République populaire de Chine et son opposition à l'intervention de son pays, aux côtés de l'URSS et de Cuba, dans le conflit qui déchire la corne de l'Afrique. Récemment le Sud-Yémen avait d'ailleurs annoncé le retrait de toutes ses troupes combattant contre les patriotes érythréens.

Son successeur Ali Nasser Mohamed est, lui, un partisan résolu des relations privilégiées avec Moscou. L'URSS considère depuis longtemps le Sud-Yémen comme un très important point d'appui pour sa politique africaine et comme un poste lui permettant de contrôler tout bâtiment maritime qui passe par le canal de Suez. Quelques kilomètres seulement séparent par ailleurs, dans certains endroits, les deux Yémen de la corne de l'Afrique.

Ces événements surviennent enfin à la veille de contacts exploratoires visant à normaliser les rapports du Sud-Yémen et des USA. Ce coup d'État, festement inspiré par Moscou, survenant au lendemain de celui qui a instauré un gouvernement pro-soviétique en Afghanistan, est un nouveau témoignage de l'intense activité agressive du social-impérialisme russe qui menace l'indépendance et la sécurité des peuples du monde entier, dans le cadre de sa rivalité acharnée avec les USA.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978